



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 13 mars 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le treize mars à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, MARRON Corentin, ARMAND Michel, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, CONSTANZO André

**Excusés :** TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth donne procuration à BOYER Alain, VERNEDE Corinne donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à LEYNAUD Michel, ROGIER Monique donne procuration à CIVIER Stéphane, JOLY Delphine donne procuration à MEYER Jean-Yves, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, SIMON Cloé donne procuration à ROUX Patricia, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André, KAPPEL Roger, DELAUCHE Henri

**Absent :**

**Secrétaire de séance : Corentin MARRON**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2025-038**

**6 mars 2025**

**OBJET : Régularisation de l'emprise de l'Avenue de Bellande - Acquisition de terrain aux Consorts Mazet – Rectification de la désignation de la parcelle**

Transmis au  
représentant de l'Etat le : **18 MARS 2025**  
Affiché le :  
Notifié le : **18 MARS 2025**

**Vu** le code général de collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22 ;  
**Vu** le code général de la propriété publique et notamment son article L.1111-1 ;  
**Vu** la délibération n°36 en date du 13 juin 2024, approuvant la régularisation du foncier de l'avenue de Bellande par l'acquisition d'une parcelle aux Consorts Mazet ;

Considérant qu'il y a eu une erreur dans la désignation du bien cédé, à savoir que la parcelle est cadastrée section B, numéro 1621 et non pas section D numéro 1621 comme indiqué,

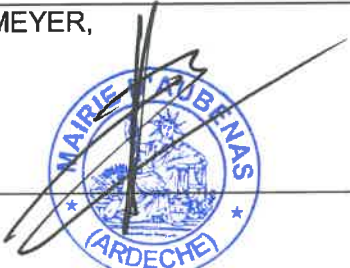
Considérant que les autres termes de la délibération sont inchangés,

Il est rappelé que la surface de la parcelle est d'environ 212m<sup>2</sup> et le prix d'achat de 10€/m<sup>2</sup>.

**Le Conseil Municipal :**

- **Prend acte** de la rectification de la désignation de la parcelle qui est cadastrée section B numéro 1621 au lieu de section D numéro 1621.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (<a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>)</p>
--	---